

Crise économique et crises sanitaires : contagion et amplification à double sens

80 % des maladies émergentes sont des maladies animales transmissibles à l'homme (zoonoses). Or, les épidémies humaines et animales révèlent l'interdépendance technique et économique entre les pays du Sud et du Nord. Il est donc nécessaire de poursuivre les efforts financiers et techniques d'appui aux pays en développement et émergents dans leur lutte contre les maladies, non seulement par souci de solidarité mais également pour des raisons sanitaires.

Les microorganismes (virus, bactéries, champignons) ne connaissent pas de frontières. 80 % des maladies humaines sont d'origine animale (zoonoses). Transportés par des porteurs sains (hommes, animaux) ou inertes et favorisés par les échanges internationaux, ces microorganismes peuvent provoquer des désastres aussi bien sanitaires qu'économiques.

La crise économique et alimentaire multiplie les risques de crise sanitaire au Sud

Au Brésil, depuis le début de la crise économique, les éleveurs de bovins ont réduit de façon drastique leurs frais vétérinaires : cela comprend non seulement les soins aux animaux malades mais aussi la prévention, en particulier les dépistages et les vaccinations¹. Or, dès que le pourcentage d'animaux non vaccinés dépasse 20 % du total du cheptel, la protection est inefficace et les maladies peuvent circuler (principe de Charles Nicolle). De plus, des maladies insuffisamment traitées peuvent contribuer à renforcer la résistance et la virulence des souches. Enfin, des animaux probablement moins bien nourris en période de difficulté économique seront plus sensibles aux maladies et auront moins de défenses pour en guérir.

Ce qui arrive au Brésil concerne de nombreux éleveurs du Sud, qui sont souvent moins contrôlés sur le plan sanitaire. La crise économique diminue en effet leur capacité de financement : accès au crédit plus difficile, trésorerie détériorée, capital utilisé à d'autres fins. De plus, la plupart des éleveurs ont déjà été fragilisés par la crise alimentaire de 2008 qui a surenchéri le coût de l'alimentation animale sans répercussion suffisante sur les prix des produits animaux. Par ailleurs, face aux urgences sociales et aux contraintes budgétaires qui pèsent sur les États, les programmes de prévention et de suivi de la santé animale sont souvent jugés moins prioritaires dans les pays en développement. De ce fait, les moyens de prévention comme de traitement des maladies animales sont réduits, ce qui augmente les risques d'épidémies.

Les crises sanitaires ont un impact économique fort, au Nord comme au Sud

Une crise sanitaire peut obliger des éleveurs à détruire tout ou partie de leur cheptel et donc leur source de revenus. Par ailleurs, même pour ceux qui ne sont pas touchés directement, elle réduit les débouchés sur les marchés intérieurs comme extérieurs (réduction des échanges, barrières à l'importation). En l'absence d'incitation financière compensatoire telle que celle pratiquée en Europe, la lutte brutale contre les épidémies peut avoir des effets contre-productifs : pour éviter d'être ruinés, les éleveurs dissimulent la maladie et se débarrassent au plus vite des animaux atteints en les vendant sur les marchés, ce qui augmente le nombre de foyers et les risques de transmission humaine.

1. *Herald Tribune*, Desperation in the brazilian countryside, 18 avril 2009.

L'occurrence d'une épidémie ou le danger de pandémie peuvent avoir des conséquences graves sur l'équilibre économique d'un pays. Au Mexique, la grippe A-H1N1 a paralysé le pays pendant plus de 10 jours. Selon l'organisation des commerçants de Mexico, les pertes s'élèveraient pour eux à 2 M€ par jour. En Argentine, particulièrement touchée par la grippe A, on estime que l'épidémie pourrait occasionner un recul de 1 % du PIB². Par peur de ses effets économiques, certains pays sont donc tentés de retarder leur déclaration d'infection, comme cela a été le cas en Chine et en Russie pour la grippe aviaire de 2003.

Ces interconnexions entre crise économique et crises sanitaires s'ajoutent à une tendance lourde d'augmentation des risques sanitaires d'origine animale

Plusieurs facteurs expliquent en effet une augmentation tendancielle des épidémies d'origine animale. Le défrichement accéléré de la forêt primaire a mis en contact des animaux sauvages porteurs sains de certains virus avec d'autres qu'ils ne rencontraient jamais (chauves-souris frugivores et gorilles par exemple), puis avec des animaux domestiques et des humains. Ce mécanisme explique la diffusion de virus particulièrement virulents tels que Ebola, la maladie du singe vert ou la fièvre hémorragique.

Par ailleurs, le changement climatique fait remonter vers le Nord les aires de répartition de bactéries et de virus responsables de maladies non transmissibles à l'homme (comme la fièvre catarrhale ovine), de maladies transmissibles (fièvre du Nil) et de maladies humaines à vecteur animal (chikungunya). Cette remontée va se poursuivre sous l'effet du réchauffement, augmentant l'exposition des populations du Nord.

Le développement de l'élevage industriel peut également augmenter les risques sanitaires. Les élevages fortement concentrés facilitent en effet la transmission des maladies et le mélange de virus aux caractéristiques différentes en termes de contagion, agressivité et gravité³. Les scientifiques de l'USDA soulignent ainsi que l'industrialisation croissante de l'élevage est porteuse de risques sanitaires accrus aux États-Unis⁴.

Ces éléments démontrent la nécessité de la solidarité internationale en matière sanitaire sur le long terme

Les maladies qui émergent au Sud ont des répercussions mondiales. C'est pourquoi il est nécessaire d'appuyer les pays en voie de développement et émergents dans leur lutte contre les maladies animales ou humaines. Il s'agit non seulement d'aider à la détection de ces maladies mais surtout à leur prévention. Ceci ne peut se faire qu'avec des moyens financiers conséquents, y compris des compensations économiques, et un appui aux organisations internationales en charge de ces questions : l'OIE est en première ligne pour aider les pays à éradiquer ou à contenir les maladies animales par un travail d'identification, d'épidémiologie et de traitement curatif et préventif ; l'OMS joue aussi un rôle par les moyens qu'elle déploie pour vacciner et pour soigner les populations, ainsi que pour fournir des éléments d'information et d'état des lieux objectifs. Enfin, un effort de recherche est indispensable pour mieux connaître les conditions d'émergence de ces maladies dans les élevages industriels et les moyens de les limiter.

Annie Soyeux

Chargée de mission Alimentation et sécurité sanitaire

Marie-Aude Even

Chargée de mission Agricultures du monde

Sous-Direction de la Prospective et de l'Évaluation

2. *Le Monde* 9 juillet 2009.

3. Agence nationale des instituts de santé publique américaine.

4. USDA (2009), *The transformation of U.S. livestock agriculture: scale, efficiency, and risks*.